

Propositions pour l'avenir du Front national

Atelier Stratégie, 12 juillet 2017

Gilles Lebreton

Introduction : La perception négative de la prestation de MLP

Le débat du 2ème tour des présidentielles a fourni aux médias le prétexte qu'ils cherchaient pour dénoncer le « manque de crédibilité » de MLP. La performance de notre candidate ce soir-là ne méritait pourtant pas les dures critiques dont elle a fait l'objet, car sa stratégie hyper-offensive était un coup de poker qui aurait pu marcher. L'acharnement médiatique a porté ses fruits et semé le découragement jusque dans les rangs de nos électeurs et de nos militants.

Partout dans nos fédérations, je me heurte à ce sentiment de découragement et de perte de confiance dans notre aptitude à accéder un jour au pouvoir, sentiment qui pousse même les plus déçus à refuser leur réadhesion et mettre en cause les qualités de chef de MLP.

Ce constat est cruel, car il occulte la belle campagne qui a permis à MLP d'accéder au second tour et de réunir près de 11 millions de voix. Je conserve notamment en mémoire le formidable enthousiasme du meeting de Nantes, ou encore l'espoir suscité par le ralliement de Nicolas Dupont-Aignan.

Mais ce constat est réel. Il faut donc y apporter des réponses fortes, et non pas se contenter de continuer comme si de rien n'était. Ces réponses fortes doivent se traduire par des changements dans notre organisation et dans la présentation de notre programme.

I) Changements dans notre organisation

Il faut un électrochoc qui symbolise notre volonté de refondation : cela passe par un changement de nom de notre parti. Le nom « Front national » est en effet un repoussoir pour beaucoup d'électeurs, notamment du fait de son identification à la personnalité, jugée par eux dérangeante, de JMLP. Nous le savons certes depuis longtemps, mais parvenus à 11 millions de voix nous devons aujourd'hui en tenir compte pour tenter d'accéder au statut de parti de gouvernement.

J'ajoute que je ne souhaite pas que le nouveau nom soit « les Patriotes » pour deux raisons. Une de fond, que j'exposerai en conclusion, et une de circonstance qui tient à ce que ce nom a déjà été utilisé par d'autres dans des conditions que je n'ai toujours pas digérées. Il faudra d'ailleurs clarifier la possibilité pour les membres de notre parti d'adhérer à d'autres partis ou mouvements politiques.

Outre le changement de nom, il faudra une organisation plus démocratique, qui pourra s'inspirer des solutions déjà trouvées par les nouveaux statuts du FN, hélas paralysés par une décision de justice : possibilité de consultation par la présidente des adhérents par voie numérique ou postale, création du Conseil national élargi et du Conseil des élus locaux,

possibilité pour mille adhérents de demander au Bureau politique la modification de l'ordre du jour du Congrès.

Il faudra aussi mieux respecter nos instances, par exemple en convoquant le Bureau politique sur un ordre du jour détaillé communiqué suffisamment de temps à l'avance pour que ses membres puissent y suggérer des modifications, notamment des ajouts. Ou encore en respectant scrupuleusement les investitures décidées par la Commission nationale d'investiture.

La stratégie de communication devra relever d'une instance peu nombreuse mais collégiale, et non d'une seule personne, afin d'écartier le phénomène de concentration excessive de la représentation de notre parti dans les médias, phénomène qui a accredité l'idée que le FN serait incapable de gouverner.

Sur le plan local, les Secrétaires départementaux doivent rester le fer de lance de notre organisation. Je ne suis pas convaincu de la nécessité de placer au-dessus d'eux des « secrétaires régionaux » qui risqueraient fort de se transformer en barons et de faire écran entre eux et le Secrétariat général (j'oserai ici renvoyer à la critique des corps intermédiaires de Jean Jacques Rousseau...). Il est en revanche nécessaire que MLP aille elle-même dans les fédérations, dès le mois de septembre, pour rencontrer nos militants dans un cadre amical et leur redonner confiance. Beaucoup attendent ce geste de sa part.

II) Changements dans la présentation de notre programme

Après mûre réflexion, je pense qu'il faut renoncer au slogan négatif « ni droite ni gauche », qui n'est pas de nature à fédérer les électeurs dans l'hypothèse d'un 2ème tour électoral. Adoptons plutôt un slogan positif qui serait plus attractif, notamment pour les électeurs de la droite traditionnelle (importante dans la circonscription Ouest) : « Pour un État fort », « la Nation, pas les factions », ou pourquoi pas « Remettre la France en ordre ».

Sur le plan du programme, il faut évidemment continuer à couvrir tous les domaines politiques, y compris ceux sur lesquels on nous attend le moins, comme l'environnement ou la protection animale. Mais nous devons plus clairement que par le passé nous fixer des priorités, les annoncer, et nous y tenir. C'est une question de crédibilité.

Je propose les trois priorités suivantes :

1. Protéger « l'identité nationale ».

Ce terme générique, qui a le mérite d'être depuis quelques années au centre des débats, renvoie à nos « fondamentaux » auxquels notre socle électoral est particulièrement attaché : lutte contre l'immigration de masse, contre le communautarisme, contre la remise en cause de la laïcité, de l'égalité homme/femme, de notre mode de vie, contre l'insécurité et le terrorisme.

2. Reconquérir notre souveraineté.

Cela passe principalement par la lutte contre l'UE, notamment par la lutte contre Schengen. S'agissant de la souveraineté monétaire, j'estime qu'elle est consubstantielle à une véritable souveraineté : l'abandon de la monnaie unique doit donc rester inscrit dans notre programme, nous perdrons sinon toute cohérence. Il faut toutefois tenir compte du caractère anxiogène de la sortie de l'euro, dont j'ai personnellement constaté l'ampleur. C'est pourquoi je propose de faire preuve de pédagogie et de nous adapter à l'état de l'opinion publique en différant la sortie de l'euro. Il faudrait donc présenter la reconquête de notre souveraineté comme un plan

en deux temps : 1) la reconquête rapide dans les domaines autres que monétaires, notamment en matière de contrôle aux frontières nationales ; 2) la reconquête différée (éventuellement au-delà du quinquennat sous réserve de négociations à définir) en matière monétaire et dans les domaines connexes.

Pour justifier le report de l'abandon de l'euro, il faut prendre conscience qu'il existe d'autres moyens de récupérer immédiatement une partie de notre souveraineté monétaire : par exemple en luttant contre l'union bancaire et contre l'instauration d'un gouvernement économique de la zone euro, en exigeant de récupérer le contrôle de notre dette publique, en exigeant qu'une part de la création monétaire (quantitative easing) soit affectée à la relance de l'économie réelle (et non au rachat d'actifs dépréciés), en obtenant des taux d'intérêts différents pour différents groupes d'États de l'UE, ou encore en obtenant que la Banque de France se réapproprie le contrôle et l'orientation du crédit auprès des banques commerciales (pour financer les PME). Voir à cet égard les contributions de B. Monot et T. de la Tocnaye.

3. Rétablir la justice sociale.

Notre parti est le parti du peuple. Il est donc fondamental de considérer le rétablissement de la justice sociale comme l'une de nos priorités, comme MLP l'a déjà fait dans ses « 144 propositions » lors de la campagne présidentielle.

Conclusion : Éléments de doctrine politique : nous sommes des patriotes et des nationalistes.

Il faut avoir conscience de ce que nous sommes pour mieux comprendre et défendre notre programme. Or nous ne sommes pas seulement des patriotes, mais aussi (et surtout) des nationalistes.

Pour comprendre ce que cela signifie, il faut préalablement établir la fausseté radicale du célèbre poncif qui consiste à prétendre que « le patriotisme est l'amour des siens alors que le nationalisme est la haine des autres ».

Le patriotisme est certes bel et bien un sentiment : l'amour des siens, l'amour de la patrie. En ce sens, nous sommes bien des patriotes mais cela ne suffit pas à nous caractériser, car beaucoup de nos adversaires politiques le sont aussi. Choisir, comme certains le préconisent, de nous dénommer « Les Patriotes » serait donc réducteur.

Le nationalisme, au contraire, n'est pas un sentiment (d'où l'inexactitude du poncif) mais une vision du monde qui consiste à penser que les nations sont la réalité politique première et doivent le rester contre les empires supra-nationaux du type URSS ou Union européenne. Or, comme l'a expliqué l'historien Michel Winock, c'est une vision qui ne conduit pas nécessairement à « la haine des autres », mais qui peut bien au contraire donner naissance à un nationalisme « ouvert » notamment illustré par le général de Gaulle, c'est-à-dire respectueux de toutes les nations.

C'est évidemment ce nationalisme-là, ce nationalisme à visage humain, qui nous inspire et nous fait œuvrer non pas seulement pour le salut de la France mais pour l'émergence d'une Europe des nations et des libertés.